

Votation sur les initiatives phytos extrêmes

Alain Koller (UDC)

Au mois de juin 2021, deux initiatives extrêmes sont soumises au vote populaire, (initiative sur l'eau propre ainsi que l'initiative sur les pesticides). Dernièrement le Conseil fédéral a pris des décisions sur ce vote.

Si ces deux initiatives étaient acceptées par le peuple, de nombreux acteurs de toutes les branches agricoles seront mis au pied du mur et ce serait une catastrophe. Elles mettront en danger la production suisse de denrées alimentaires et rendront la nourriture plus chère. Il sera plus compliqué d'avoir des denrées importées dites BIO et on risque une dégradation de la qualité et de la durée de conservation des produits.

L'agriculture suisse n'aurait plus le droit de recourir aux pesticides de synthèse ; l'industrie alimentaire n'aura plus le droit d'utiliser des biocides de synthèse. Seules les denrées alimentaires remplissant ces obligations pourraient entrer en Suisse. Les consommatrices et consommateurs n'auraient plus aucun choix, mais devraient tous se retourner vers ce type de « produits labellisés ». Imposer de telles obligations à l'importation enfreindrait les engagements contractés par la Suisse dans le cadre de l'OMC.

Comme les réglementations n'auraient de valeur que pour la Suisse et que les prix augmenteraient unilatéralement, cela favorisera le tourisme alimentaire. C'est l'économie de la Suisse qui en pâtira.

Vous voulez me dire que c'est trop vite de penser à la suite avant que la votation soit passée, mais c'est un risque immense si ces deux initiatives passaient pour l'agriculture et l'industrie jurassienne et suisse.

Mes questions au Gouvernement :

- 1. Le Gouvernement est-il conscient des conséquences que cela pourrait avoir pour la République et Canton du Jura si ces deux initiatives étaient acceptées?**
- 2. Quelle est la position du Gouvernement jurassien ?**

Alain Koller (UDC)

Co-signataires

- Laurence Studer (UDC)
- Francine Stettler (UDC)
- Yves Gigon (UDC)
- Brigitte Favre (UDC)
- Philippe Rottet (UDC)
- Didier Spies (UDC)
- Romain Schaer (UDC)
- Irmin Rais (UDC)
- Lionel Montavon (UDC)

- Claude Gerber (UDC)

Intervention déposée officiellement le 31 mars 2021

Documents annexés

- i959.pdf



Parlement jurassien
Groupe UDC

Interpellation N° 959

Votation sur les initiatives phytos extrêmes

Au mois de juin 2021, deux initiatives extrêmes sont soumises au vote populaire, (initiative sur l'eau propre ainsi que l'initiative sur les pesticides). Dernièrement le Conseil fédéral a pris des décisions sur ce vote.

Si ces deux initiatives étaient acceptées par le peuple, de nombreux acteurs de toutes les branches agricoles seront mis au pied du mur et ce serait une catastrophe. Elles mettront en danger la production suisse de denrées alimentaires et rendront la nourriture plus chère. Il sera plus compliqué d'avoir des denrées importées dites BIO et on risque une dégradation de la qualité et de la durée de conservation des produits.

L'agriculture suisse n'aurait plus le droit de recourir aux pesticides de synthèse ; l'industrie alimentaire n'aura plus le droit d'utiliser des biocides de synthèse. Seules les denrées alimentaires remplissant ces obligations pourraient entrer en Suisse. Les consommatrices et consommateurs n'auraient plus aucun choix, mais devraient tous se retourner vers ce type de « produits labellisés ». Imposer de telles obligations à l'importation entraverait les engagements contractés par la Suisse dans le cadre de l'OMC.

Comme les réglementations n'auraient de valeur que pour la Suisse et que les prix augmenteraient unilatéralement, cela favorisera le tourisme alimentaire. C'est l'économie de la Suisse qui en pâtira.

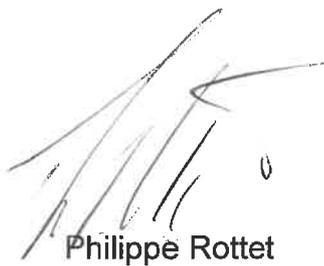
Vous voulez me dire que c'est trop vite de penser à la suite avant que la votation soit passée, mais c'est un risque immense si ces deux initiatives passaient pour l'agriculture et l'industrie jurassienne et suisse.

Mes questions au Gouvernement :

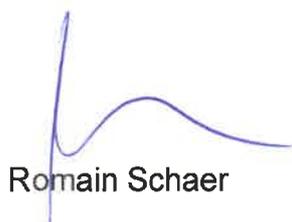
- 1. Le Gouvernement est-il conscient des conséquences que cela pourrait avoir pour la République et Canton du Jura si ces deux initiatives étaient acceptées?**
- 2. Quelle est la position du Gouvernement jurassien ?**

Delémont, le 31 mars 2021

Pour le groupe UDC
Alain Koller



Philippe Rottet



Romain Schaer



Brigitte Favre



Francine Stettler



Laurence Studer



Irmin Rais



Claude Gerber



Lionel Montavon



Didier Spies



Yves Gigon